



[Télécharger sous pdf](#) | [s'abonner gratuitement](#) | [Numéros précédents](#) disponible en [espagnol](#), en [portugais](#) et en [anglais](#)

## MOUVEMENT MONDIAL POUR LES FORÊTS TROPICALES

**Bulletin Mensuel - Numéro 172 - Novembre 2011**

Nous vous prions de nous aider à évaluer le Bulletin du WRM, en répondant à l'enquête que vous trouverez sur [https://www.surveymonkey.com/s/Bulletin\\_du\\_WRM](https://www.surveymonkey.com/s/Bulletin_du_WRM)

### NOTRE OPINION

- [La CdP à Durban : entre pessimisme et signes d'optimisme](#)

### LES AFFAIRES DU CLIMAT

- [La nature dans le four : changement climatique, énergie supposée renouvelable et biomasse](#)
- [Liberia : l'affaire Vattenfall. Du bois africain pour sauver le climat en Allemagne?](#)
- [La nouvelle tendance des plantations de biomasse au Brésil : la monoculture d'arbres](#)
- [Le MDP ne diminue pas les émissions ; laisser les combustibles fossiles dans le sous-sol, oui](#)
- [Les fausses solutions du changement climatique facilitent l'accaparement de terres n Afrique](#)
- [Brésil : derrière l'image verte, la mercantilisation de la forêt et les effets sur les communautés locales dans l'état d'Acre](#)
- [Inde : les forêts et les plantations d'arbres dans les systèmes de compensation de carbone](#)

### LES GENS SE METTENT À L'OEUVRE

- [Appel aux donateurs pour qu'ils cessent de financer les projets REDD+](#)
- [Philippines : rassemblement pour stopper les mines chinoises à Palawan !](#)
- [Aidons les Kuy du Cambodge à sauver leur forêt](#)
- [Mékong : pétition internationale contre le barrage de Xayaburi](#)

### NOTRE OPINION

- La CdP à Durban : entre pessimisme et signes d'optimisme

Que pourrait-on attendre de la 17e Conférence des Parties sur le Climat à Durban ?

Est-il possible qu'en cette occasion les gouvernements, en particulier ceux des

pays historiquement les plus pollués, s'apprêtent enfin à trouver un accord qui les engage, même si cela est uniquement dû au fait que le délai d'application du protocole de Kyoto arrivera à expiration fin 2012 ? Est-il possible que cet accord fasse de la deuxième décennie du XXI<sup>e</sup> siècle un tournant dans l'histoire, marquant le début de changements profonds dans l'actuel modèle industriel dominant de production et de consommation ? Est-il possible que des coupes significatives se produisent dans les émissions polluantes dans les pays qui en sont les principaux responsables, afin que la température sur la Terre n'augmente pas au-delà des seuils qui prévoient des effets dramatiques pour l'humanité ? Est-il possible que la dette écologique contractée par les pays du Nord envers ceux du Sud soit enfin reconnue ? Et est-il possible que les combustibles fossiles qui sont encore sous terre y restent ?

Ou bien, peut-être, cette décennie verra-t-elle prévaloir un accord sans engagements, laissant le champ libre aux entreprises transnationales et au marché du carbone, dominé par une stratégie qui considère les forêts et les plantations d'arbres en monoculture comme des stocks de carbone par le biais des projets REDD+ ? Avec des fonds d'« adaptation » gérés par des institutions financières historiquement responsables du financement de la pollution et de la destruction de l'environnement comme la Banque Mondiale ? Avec la vision d'une économie, le capitalisme « vert », qui en plus d'être une occasion pour un nouveau cycle d'accumulation de bénéfices pour le capitalisme, serait aussi notre « planche de salut », en « ratifiant » ainsi le droit de quelques-uns à polluer davantage au détriment de la majorité ?

Si nous regardons nos gouvernements et ce qu'ils ont fait ces dernières années, à Copenhague et à Cancún, dans les espaces de négociation internationale, à propos des problèmes qui nous touchent à tous, c'est le pessimisme qui tend à prendre le dessus.

En même temps apparaissent des signes d'optimisme si nous portons notre regard sur ce qu'ont fait les peuples du monde, qui ressentent non seulement les effets de la crise climatique, mais aussi ceux d'une crise bien plus vaste. Une crise aux dimensions économiques, sociales, politiques, culturelles, et même éthiques et morales. Cette notion a déjà conduit le mouvement pour la justice climatique à faire sien le slogan « changeons le système, et pas le climat ! »

En regardant cette année-ci du côté des peuples, nous voyons que beaucoup de personnes, surtout des jeunes, sont descendues dans les rues. Du monde arabe, en passant par l'Europe, les U.S.A. et bien d'autres pays du monde, il y a eu des mobilisations, parfois de plus d'un million de personnes. Par exemple, dans le petit pays qu'est le Chili, exemple de « succès » de la politique néolibérale, où le peuple exige une éducation gratuite et de qualité. Un autre fait important a été la descente dans la rue de milliers de personnes pour protester contre le système financier international, y compris à Wall Street.

Par leur attitude et souvent par la répression qu'ils pratiquent, il semble que nos gouvernements ont peur de la population qui les a élus. Un bon exemple s'est produit récemment quand le gouvernement grec a suggéré d'organiser un référendum pour demander au peuple s'il acceptait le nouveau plan d'« aide » de

l'Union européenne. Aussi bien les leaders de l'Union européenne que les bourses des valeurs ont connu la panique, à la seule idée de consulter le peuple et, qui pis est, de se voir peut-être obligés à suivre l'opinion de la majorité du peuple d'une nation souveraine. Ils eurent peur qu'un gouvernement pût avoir recours à un outil valable de démocratie participative.

De grandes mobilisations et des marches eurent lieu aussi dans la lutte pour la justice climatique à Copenhague et à Cancun, en plus de l'importante conférence sur les droits de la Mère Terre à Cochabamba en 2010, une rencontre participative et dynamique qui compta avec la présence de plus de 35 mille participants, qui contribuèrent à l'élaboration d'une déclaration finale profonde, appelée symboliquement Accord des Peuples. A Durban, de nouvelles manifestations avec des milliers de personnes auront lieu.

Cependant, les mobilisations, leurs revendications et leurs prises de position claires et opposées à ce que les gouvernements ont fait jusqu'à présent, ne sont pas encore parvenues à « renverser » les « régimes dictatoriaux » des entreprises transnationales du secteur pétrolier et d'autres domaines d'activité, de grandes ONG conservationnistes qui prêchent l'écologie de marché, et de consultants, spéculateurs et experts plus intéressés par les bénéfices que peut générer le commerce du carbone que par le futur de l'humanité.

En pensant à Durban et au climat, pourquoi citer ici des combats plus vastes, comme ceux des peuples arabes ou du Chili ? Quel est le rapport entre ces luttes et les manifestations liées aux conférences climatiques ? Tout cela est étroitement lié. Toutes ces personnes, les jeunes surtout, sont sorties dans la rue pour revendiquer une amélioration des conditions de vie du peuple et la justice sociale. Elles ont protesté contre le système en place qui, plus que jamais, augmente les inégalités sociales et environnementales, et prive la majeure partie des jeunes du monde de perspectives pour l'avenir.

Le système contre lequel toutes et tous luttent, directement ou indirectement, est parvenu, d'une manière adroite, à fragmenter les différentes problématiques de l'injustice sociale et environnementale, tout en faisant la sourde oreille et en refusant de suivre des voies alternatives qui renferment très souvent des propositions simples et faciles à mettre en œuvre. Et ceci aussi divise et fragmente les protestations et les luttes de résistance.

A nous de relever le grand défi de vaincre chaque fois davantage cette fragmentation, en route vers Durban et, plus tard, vers la conférence de Río+20 en 2012, pour parvenir à construire un mouvement plus unifié et, par conséquent, plus fort dans la lutte pour la justice sociale et environnementale. Ce sera fondamental, si nous voulons que nos gouvernements commencent à nous écouter et à agir.

[index](#)

## **- La nature dans le four : changement climatique, énergie supposée renouvelable et biomasse**

Les êtres humains ont utilisé la biomasse pour produire de l'énergie de façon durable depuis des temps immémoriaux. D'autre part, l'industrialisation est en train d'épuiser les réserves de combustibles fossiles, et telle est la cause de la recherche frénétique d'autres sources d'énergie. Les bioénergies reposent sur la production d'énergie à partir de la matière vivante, la biomasse.

La biomasse est faite de matière vivante, comme les arbres, les arbustes, les herbes, les grains, les algues, les microbes et aussi les déchets végétaux.

Les accords du Protocole de Kyoto ont donné lieu en Europe à des politiques comme celle définie par la Directive sur les énergies renouvelables, approuvée en décembre 2008 par le Parlement européen. Elle a pour objectif de diversifier les sources d'énergie, mais aussi d'ouvrir de nouveaux marchés mondiaux à l'agriculture industrialisée de l'Europe. Automatiquement, cela a provoqué un boom de la bioénergie à l'échelle industrielle dans de nombreux pays du continent.

Actuellement, deux tiers de l'énergie dite renouvelable proviennent de la biomasse dans l'Union européenne. Les autres énergies renouvelables – solaire, éolienne, hydraulique, etc. - en apportent seulement un tiers. La Commission européenne prétend que, avant 2020, 14 % de toute l'énergie de l'UE proviennent de la biomasse. La matière première ne sera pas – comme on le dit fréquemment – des résidus, mais du bois, et aussi des huiles végétales et du biogaz. 75% des subsides pour l'énergie renouvelable sont destinés à la biomasse et aux biocombustibles. Le reste est réparti entre les énergies solaire et éolienne.

Ceci se passe dans le dos de l'opinion publique. Les informations concernant les avantages de l'économie verte sont tendancieuses ; en fait, cette économie permet de continuer à croître sans limite, au lieu de prendre des mesures solides d'économie et d'efficacité en matière d'énergie.

Est « renouvelable » ce qui se régénère toujours, et « durable » ce qui, tout en restant varié et productif, ne produit pas d'effet négatif sur l'environnement. Contrairement à ce qu'on a l'habitude d'affirmer, aucun de ces concepts ne s'applique à une économie mondialisée, ni à l'utilisation massive et toujours croissante d'énergie, ni aux impacts sur l'environnement et la société de ce modèle économique.

Les avantages supposés de la production d'électricité à partir de biomasse forestière sont la disponibilité illimitée du bois, la mise à profit des déchets de la coupe et de l'entretien des forêts, la propreté de la production ou la neutralité en ce qui concerne le cycle du carbone.

Mais, ne nous trompons pas : il n'y a pas de déchets forestiers capables d'alimenter la demande énergétique requise pour produire de l'énergie pour toutes les centrales électriques à biomasse qui sont en cours d'installation. La production

mondiale de granulés de bois était d'environ 10 millions de tonnes en 2008, et l'on estime qu'elle sera doublée dans les 4 ou 5 années à venir. On prévoit une croissance annuelle de 25 à 30% au cours des 10 prochaines années, selon l'organisation britannique Biofuelwatch. Cette grande augmentation de la demande de bois pour la production d'électricité touche les forêts d'Europe, d'Amérique du Nord et de Russie et oblige bien des pays à importer la matière première des pays producteurs du Sud de la planète.

La demande européenne de bois prévue pour la production d'énergie électrique et pour le chauffage est de 700 millions de mètres cubes par an. Déjà l'industrie du bois, par exemple pour les meubles, ou pour la fabrication de pâte à papier, en demandent pour leur part 500 millions de mètres cubes par an. La FAO affirme que, pour 2020, l'Europe souffrira d'un manque dramatique de 400 millions de mètres cubes de bois par an.

La demande de bois importé provoque une ruée pour l'utilisation des terres productives, et le déplacement des peuples indigènes et des paysans des forêts au bénéfice d'entreprises productrices de bois comme matière première industrielle. La neutralité en termes de carbone est elle aussi douteuse, et ne repose sur aucune base scientifique, sauf quelques calculs de complaisance.

Des pays comme la Suède, la Grande-Bretagne ou l'Allemagne sont en train de connaître un développement sans précédent de la production de biomasse à grande échelle. Les plans de la Grande-Bretagne signifient, par exemple, une consommation de 50 à 60 millions de tonnes annuelles de biomasse, réparties entre plusieurs centrales à biomasse programmées, en construction ou déjà installées. Mais le pays produit seulement entre 8 et 9 millions de tonnes de biomasse par an. Conclusion : il devra importer le reste.

Ce qui est présenté à l'opinion publique comme un changement bénin et bénéfique, de l'énergie fossile à l'énergie renouvelable, est dans les faits une razzia mondiale des ressources naturelles du Sud par les pays du Nord, qui aggravera l'injustice et fera empirer la pauvreté et la faim.

Guadalupe Rodriguez, Salva la Selva, [guadalupe@regenwald.org](mailto:guadalupe@regenwald.org)

[index](#)

---

### **- Liberia : l'affaire Vattenfall. Du bois africain pour sauver le climat en Allemagne?**

La multinationale étatique suédoise Vattenfall est le cinquième producteur d'énergie d'Europe. Sa filiale Vattenfall Europe, dont le siège est à Berlin, est une des quatre grandes entreprises du marché énergétique allemand. En Allemagne, la production d'énergie de Vattenfall dépend surtout du charbon (65 %) – elle possède des mines de lignite à Lausitz, dans l'Est du pays – et de l'uranium (26 %). Pourtant, l'entreprise mise aussi sur des sources d'énergies censément propres, comme le bois. D'après son site web, Vattenfall a quarante centrales à biomasse en Europe, et elle est « une

des entreprises leaders de ce secteur au plan mondial ». Sa consommation annuelle de biomasse est de trois millions de tonnes, dont 60 % de déchets domestiques et industriels et 30 % de déchets forestiers (1).

Depuis des années déjà, Vattenfall est considérée comme une des brebis galeuses du marché énergétique allemand, en raison de sa forte consommation de charbon et de son exploitation des mines de lignite, de ses centrales nucléaires et de ses fréquents accidents. Des citoyens et des ONG écologistes protestent souvent contre elle, comme c'est arrivé lorsqu'elle prévoyait de construire une nouvelle centrale au charbon à Berlin. L'entreprise changea de plan et, en mars 2009, elle annonça son intention de construire deux centrales électriques à la biomasse et deux autres au gaz naturel. Le Sénat de Berlin et la communauté écologiste en furent satisfaits et félicitèrent l'entreprise (2).

Le 8 octobre 2009, Vattenfall Europe et le Sénat de Berlin signèrent un accord climatique pour réduire les émissions de CO<sub>2</sub> à Berlin de près de 20 % jusqu'en 2020 (3). La biomasse a un rôle essentiel dans cette stratégie, car elle aide la ville à tenir son engagement de protéger le climat, du moins sur le papier. L'entreprise construira à Berlin une des plus grandes centrales à la biomasse d'Europe, d'une capacité totale de 190 MW. Le projet comprend aussi une centrale plus petite (32 MW) et l'utilisation de la co-combustion (260 MW) dans quatre centrales au charbon et au gaz existantes. Au cours des mois suivants, d'autres informations furent divulguées au compte-gouttes, ainsi que les premiers doutes quant à l'approvisionnement des centrales en biomasse. En mai 2010, Vattenfall disait déjà qu'il lui faudrait à Berlin 1,3 millions de tonnes de biomasse de bois par an, soit plus du triple de ce qu'elle avait annoncé au départ (400 000 t/a).

Depuis, on a su qu'il est impossible d'obtenir toute cette biomasse dans la région. À Berlin et dans l'État fédéral de Brandebourg qui entoure la capitale il y a déjà 42 centrales à la biomasse ; elles, l'industrie du bois et l'industrie papetière consomment presque toute la biomasse de bois disponible.

Vattenfall annonce qu'elle utilise surtout des déchets de bois, tels que sapins de Noël, déchets d'élagage des parcs urbains, etc. Elle suggère de faire des plantations d'arbres à croissance rapide, et mentionne l'existence de près de 300 000 hectares qui pourraient servir à cette fin aux alentours de Berlin. Il faut signaler que, au sud de la ville, il existe déjà de grandes plantations industrielles de pins, incorrectement appelées forêts.

Fin février 2010, la presse mentionna l'existence d'un accord entre Vattenfall et l'entreprise libérienne Buchanan Renewables, pour l'achat et l'importation d'un million de tonnes de particules de bois d'hévéa de ce pays africain (4). Le 9 juin 2010, l'ONG allemande Rettet den Regenwald (Sauve la forêt) entreprit une action de protestation sur son site web, signée par 21 433 personnes (5). Pourtant, une semaine plus tard Vattenfall AB (Stockholm) annonçait l'acquisition de 20 % des parts de Buchanan Renewables, équivalentes à 20 millions d'euros, tandis que l'organisation étatique suédoise pour le développement, Swedfund, en acquerrait 10 % additionnels (6).

Au long des mois suivants, de plus en plus de voix critiques se firent entendre. À partir de l'automne 2010, l'ONG Powershift commença à organiser des audiences publiques et sortit une vidéo sur le projet de Vattenfall au Liberia (7). Vattenfall et le Sénat de Berlin chargèrent la société conseil IFEU et l'organisation Forest Stewardship Council (FSC) d'évaluer la possibilité pour le projet d'obtenir divers labels « verts ». L'étude réalisée confirma l'existence de divers problèmes, limitations et conflits. Néanmoins, elle concluait que la certification était possible sous les labels industriels FSC, ISCC, PEFC et RSB (8).

Le 15 avril 2011, Vattenfall Europe et le Sénat de Berlin signèrent un « Accord de durabilité pour la provision de biomasse » (9). Le document n'est qu'un rideau de fumée. Il ne contient pas de données concrètes ni de mesures sur la manière d'assurer la « durabilité » annoncée. Vattenfall et ses partenaires indiquent que deux tiers des hévéas du Liberia sont de vieux arbres improductifs qui doivent être remplacés. La récolte du bois serait une source de revenus pour la population et de devises pour le pays. Et en dépit du fait que la biomasse devra être transportée sur 6 000 kilomètres, du Liberia en Allemagne, ils continueraient à économiser en émissions de gaz à effet de serre.

Buchanan Renewables fut fondée en 2008 par des investisseurs nord-américains, dont le milliardaire canadien John McCall MacBain. Au début, l'entreprise récoltait des arbres dans les propriétés de paysans. Beaucoup d'entre eux avaient planté des hévéas pour délimiter leurs établissements ; cette pratique est courante dans un pays où peu de personnes possèdent des titres cadastraux. L'abattage d'arbres que fait l'entreprise provoque de nombreux problèmes et le mécontentement de la population. L'affaire est basée surtout sur des accords verbaux peu clairs ; elle se caractérise par des déclarations arbitraires quant aux espèces et aux volumes récoltés, par la destruction des cultures limitrophes, par le manque de paiement, etc.

Il n'est pas facile de négocier avec des centaines de paysans dont chacun est propriétaire d'une poignée d'arbres, et les grands volumes de bois prévus sont difficiles à obtenir. Pour cette raison, Buchanan Renewables commença à faire de l'abattage mécanisé dans les plantations industrielles d'hévéas de la multinationale japonaise et nord-américaine Bridgestone-Firestone, qui gère, près de Kakata, la plantation d'hévéas la plus grande du monde.

### **La situation au Liberia**

Après deux années de dictature et deux guerres civiles, le Liberia est un des pays les plus pauvres du monde. Son économie dépend surtout de l'exportation de minerai de fer, de latex et de bois. Les plantations industrielles d'hévéas du pays occupent environ 260 000 hectares. D'après les ONG locales, comme SAMFU (10), et les rapports de l'ONU (11), les conditions de travail et sociales sont catastrophiques dans les plantations, surtout dans celles de Bridgestone-Firestone. Parmi d'autres abus figurent le travail infantile, la violence et l'absence généralisée de toute loi. Chaque année on coupe dans le pays près de 200 000 hectares de forêt tropicale.

Les sources d'énergie des familles libériennes sont le bois et le charbon de bois. D'après le Programme des Nations unies pour le développement, 99,5 % des habitants utilisent du bois pour la cuisine. Les forêts tropicales, les mangroves et les vieux hêvées en sont la source principale. Les principaux fournisseurs sont des milliers de cueilleurs informels et de petits commerçants. Les activistes locaux rapportent que, ces deux dernières années, les prix du bois et du charbon ont beaucoup augmenté.

Le ministère de l'Énergie du Liberia écrivait en 2007, dans le Plan d'action pour les énergies renouvelables (12), que « la pénurie de bois devient un problème grave dans presque tout le pays, surtout dans le comté de Montserrado, autour de la capitale, Monrovia. Au plan national, le bois récolté chaque année dépasse de beaucoup le volume qu'on pourrait récolter sans consommer les réserves actuelles et sans porter atteinte à l'environnement. [...] L'utilisation de la biomasse forestière comme source d'énergie augmentera à mesure qu'augmentent la population et la pauvreté. À moins de répondre à cette demande de façon durable, on arrivera tôt ou tard à la déforestation totale, à la dégradation environnementale et, probablement, à la désertification du Liberia ».

L'énergie électrique est presque inexistante au Liberia. Ceux qui peuvent le faire ont de petits générateurs au gasoil, une manière peu efficace et très polluante de produire de l'électricité. Cependant, le gouvernement a le projet de reconstruire le réseau électrique. En 2009, Buchanan Renewables obtint la concession pour construire et gérer une usine de biomasse de 34 MW pour fournir de l'électricité à la capitale (13). D'après le contrat, le coût du projet est de 149 millions de dollars, et la source d'énergie sera le bois d'hévéa. Or, trois années plus tard, la construction n'a pas encore démarré, et Monrovia n'a toujours pas d'électricité. En revanche, Buchanan Renewables exporte en Europe, depuis 2009, des éclats de bois d'hévéa.

Le projet de Vattenfall au Liberia est le premier de ce genre en Allemagne, mais il fait sonner toutes les alarmes. Les sources locales peuvent difficilement suffire pour l'utilisation de biomasse à grande échelle, de sorte qu'il faut faire appel aux marchés mondiaux et aux grandes plantations industrielles. L'expansion massive de l'utilisation de la biomasse fait s'éloigner la possibilité de mettre en œuvre des solutions vraiment durables, comme l'économie et l'utilisation efficace de l'énergie. La crise énergétique et le changement climatique sont pris par les grandes entreprises comme prétexte pour contrôler la terre, l'eau, la diversité biologique, l'agriculture... et la vie. Klaus Schenck, Salva la Selva, adresse électronique : klaus@regenwald.org.

Pour des actions hebdomadaires de protestation contre des cas de ce genre, voir <http://www.salvalaselva.org>.

(1) <http://www.vattenfall.com/en/biomass-energy.htm>

(2) <http://www.taz.de/1/berlin/artikel/1/vattenfall-gibt-endlich-gas/>

(3)

<http://www.berlin.de/sen/umwelt/klimaschutz/aktiv/vereinbarung/vattenfall/index.shtml>

(4) <http://www.nanews.net/MAIN.asp?ID=3578>



- (5) <http://www.regenwald.org/mailalert/590/berlin-tropenholzverbrennung-in-kraftwerken-von-vattenfall>
- (6) [http://www.vattenfall.com/en/press-kit-biomass.htm?WT.ac=search\\_succes](http://www.vattenfall.com/en/press-kit-biomass.htm?WT.ac=search_succes)
- (7) <http://power-shift.de/?p=151>; <http://www.youtube.com/watch?v=CEFPBmPCvDA>
- (8) [http://www.berlin.de/sen/umwelt/klimaschutz/aktiv/vereinbarung/download/IFEU\\_nachhaltiges\\_Holz\\_VattenfallSenGUV.pdf](http://www.berlin.de/sen/umwelt/klimaschutz/aktiv/vereinbarung/download/IFEU_nachhaltiges_Holz_VattenfallSenGUV.pdf)
- (9) [http://www.berlin.de/sen/umwelt/klimaschutz/aktiv/vereinbarung/download/IFEU\\_nachhaltiges\\_Holz\\_VattenfallSenGUV.pdf](http://www.berlin.de/sen/umwelt/klimaschutz/aktiv/vereinbarung/download/IFEU_nachhaltiges_Holz_VattenfallSenGUV.pdf)
- (10) SAMFU, 2008: The heavy load – A demand for fundamental changes on the Bridgestone/Firestone rubber plantation in Liberia:  
<http://www.laborrights.org/sites/default/files/publications-and-resources/The%20Heavy%20Load.pdf>
- (11) UN Mission in Liberia, 2006: Human Rights in Liberia's Rubber Plantations: Tapping into the Future. [http://unmil.org/documents/human\\_rights\\_liberiarubber.pdf](http://unmil.org/documents/human_rights_liberiarubber.pdf)
- (12) Source : ministère des Terres, des Mines et de l'Énergie, juin 2007 : Énergies renouvelables et politique d'efficacité énergétique, et plan d'action de Monrovia..., Liberia, pages 3-4. [http://www.reeep.org/file\\_upload/5272\\_tmpphp5vFwxs.pdf](http://www.reeep.org/file_upload/5272_tmpphp5vFwxs.pdf)
- (13) <http://www.molme.gov.lr/content.php?sub=14&related=7&res=14&third=14>

[index](#)

---

## **– La nouvelle tendance des plantations de biomasse au Brésil : la monoculture d'arbres**

### **Un nouveau cycle d'expansion : les plantations de carbone et de biomasse**

Dans le contexte des efforts que fait le Brésil pour devenir une puissance économique mondiale, le secrétaire des Affaires stratégiques du nouveau gouvernement présidé par Dilma Rousseff a présenté un rapport auquel les médias ont eu accès en mars de cette année. Le rapport annonçait que la nouvelle politique gouvernementale consistait à plus que doubler la superficie des plantations d'arbres brésiliennes pour les porter à 15 millions d'hectares, ce qui ferait passer la part du marché du pays de 7 à 25 milliards USD. Tandis que le premier cycle d'expansion visait surtout la production de pâte et de papier, cette fois le gouvernement souhaite élargir les plantations à d'autres fins. Le problème est que, pour y parvenir, il faut des milliards en subsides, plus que ce que le gouvernement est disposé à apporter.

À cet égard, la crise climatique offre aux entreprises et au gouvernement la possibilité d'obtenir de nouveaux subsides en présentant le problème sous un angle différent, celui des plantations de carbone « renouvelables », dont les avantages pour le climat sont pourtant douteux. Par exemple, la compagnie Plantar de l'État de Minas Gerais a été l'une des premières à offrir des crédits d'émission grâce à un projet MDP (Mécanisme de développement propre) basé sur des plantations renouvelables d'eucalyptus qui, ironiquement, sont destinés à être brûlés, rendant ainsi à l'atmosphère tout le CO<sub>2</sub> qu'ils avaient stocké. Le charbon ainsi produit est la source d'énergie de la fonderie de Plantar.

De la même manière, des entreprises comme Fibria et Suzano Papel e Celulose entendent vendre des crédits d'émission grâce au carbone stocké dans leurs plantations, par l'intermédiaire du Chicago Climate Exchange (CCX), un système d'échange de crédits d'émission créé en 2003. Cette fois encore, cela concerne des réserves temporaires de carbone, alors que ce qu'il faut pour lutter contre la crise climatique ce sont des stocks permanents. Le gouvernement brésilien a essayé également d'obtenir des subsides en faisant adopter par la CCNUCC un nouveau concept, celui de « forêt en voie d'épuisement ». Ainsi, les vieilles plantations d'arbres recevraient de l'argent du marché du carbone pour qu'elles puissent être replantées.

Un des derniers développements est le projet de la Suzano Papel e Celulose de faire de grandes plantations d'eucalyptus en régime de monoculture pour produire de la biomasse de bois dans le Nord-Est du Brésil. Suzano est une entreprise privée qui existe depuis 85 ans, et le deuxième producteur de pâte d'eucalyptus du monde. Elle possède cinq usines de pâte à papier au Brésil, situées dans les États de São Paulo et de Bahia, qui ont produit 2,7 millions de tonnes de pâte en 2008. Aujourd'hui, elle contrôle 722 000 hectares où se trouvent 324 000 hectares de plantations d'eucalyptus, dans les États de Bahia, São Paulo, Espírito Santo, Minas Gerais, Tocantins et Maranhão. L'entreprise a le projet ambitieux de porter sa production à 7,2 millions de tonnes en construisant trois nouveaux complexes industriels : un dans chacun des États de Maranhão et de Piauí (Nord-Est du pays), et un troisième à un endroit encore non défini.

### **Les plantations de biomasse de Suzano**

Suzano a d'autres plans encore plus ambitieux : elle veut investir dans un nouveau type de plantations, les plantations de biomasse. Pour y parvenir, le Groupe Suzano a créé, vers le milieu de l'année 2010, une nouvelle entreprise dénommée Suzano Energia Renovável (Suzano Énergie Renouvelable). L'investissement prévu est de 1,3 milliards USD, et comprend cinq unités de production de granulés de bois d'une capacité totale de 5 millions de tonnes de ce combustible. La première étape consiste à acquérir des terres et à construire trois de ces unités, qui produiront 1 million de tonnes chacune, et qui commenceraient à fonctionner en 2013. Suzano escompte des recettes liquides de 500 millions USD en 2014, et a déjà garanti des contrats de vente pour 2,7 millions de tonnes. En août 2010, un « protocole d'accord » sans force obligatoire a été signé par Suzano et l'entreprise britannique MGT Power Ltd.

Ni l'emplacement exact des plantations dans le Nord-Est du Brésil ni le nombre d'hectares nécessaire n'ont été divulgués. Néanmoins, des plantations d'essai d'eucalyptus et d'acacias ont été faites en 2009 dans le Piauí et dans le Maranhão. Le directeur de l'entreprise, André Dorf, a déclaré en 2010 : « les terres ont déjà été prospectées et le processus d'acquisition doit avoir lieu cette année » ; il a affirmé aussi que le Nord-Est est leur région préférée « [...] à cause de la proximité de ports importants, ce qui facilite l'écoulement de la production, puisque nous entendons approvisionner le continent européen ».

Les plantations pour la production de biomasse sont très différentes des plantations

pour la production de pâte à papier. Leur cycle de rotation est de deux ou trois ans, au lieu des sept ans habituels, et les arbres sont plantés plus près les uns des autres. Pour la production de pâte à papier, il faut que les arbres contiennent un maximum de cellulose et un minimum de lignine ; en revanche, les arbres pour la production d'énergie doivent avoir un maximum de lignine. D'après le directeur André Dorf, il faut environ 30 000 hectares pour produire un million de tonnes de granulés de bois. Puisque l'objectif de Suzano est de produire 5 millions de tonnes de granulés de bois, il lui faudra planter 150 000 hectares.

Les acquisitions de terres que Suzano est en train de faire dans le Nord-Est du Brésil pour la production de pâte à papier ont déjà provoqué des problèmes. Dans cette région, les communautés quilombolas luttent toujours pour que soient reconnus leurs droits sur leurs territoires traditionnels. Inaldo Serejo, coordinateur de la Commission pastorale des terres (CPT) de Maranhão, a affirmé au cours d'une interview que « il y a un mouvement d'expansion au Maranhão ; par exemple, des compagnies comme Suzano Papel e Celulose ont acheté d'immenses étendues de terres, occupées par des communautés traditionnelles, pour y planter des eucalyptus ». On peut donc s'attendre à ce que les problèmes augmentent avec l'avancée des nouvelles plantations de biomasse.

### **La résistance à la monoculture de biomasse au Brésil**

Le Mouvement des petits agriculteurs (MPA), un des principaux mouvements de paysans du Nord-Est brésilien, et les membres de La Vía Campesina Brésil luttent depuis des années contre l'expansion de la monoculture d'arbres au Brésil, en organisant des manifestations et d'autres actions de protestation. Raul Krauser, membre de la coordination nationale du MPA, explique les raisons de cette résistance : « La monoculture d'eucalyptus a déjà eu toute une liste d'effets négatifs sur les vies des paysans : l'acquisition de grandes fermes improductives qui devraient être destinées à la réforme agraire ; la hausse du prix de la terre dans toute la région ; les compagnies sont en train d'encercler les communautés paysannes et de faire pression sur elles pour qu'elles vendent leurs terres ; les familles ont peur de rester isolées dans une zone de plantations et, persécutées par les entreprises et par les élites locales, elles finissent par vendre leurs terres ; les économies locales chancellent, la faim, la violence et la dégradation sociale augmentent ; les organisations qui s'opposent à cette expansion sont criminalisées par les entreprises et par l'État brésilien qui donne des subsides, des incitations fiscales, du soutien économique, militaire, juridique et même moral, faisant croire ainsi que ceux qui sont contre ces méga-projets sont contre le développement. Si l'on considère la fragilité du biome de la caatinga, les prévisions concernant le changement climatique dans la région, [...] les effets sur le Nord-Est vont sans doute être bien plus graves, et la portée du désastre bien plus importante, que ce qu'on a vu dans d'autres régions du pays. Les communautés paysannes risquent d'être détruites, ce qui va se traduire par une diminution immédiate de la production d'aliments, de sorte que l'ensemble de la société en subira les conséquences ».

Krauser affirme aussi : « Nous sommes absolument contre cette expansion ; bien que la combustion de bois soit considérée comme moins polluante, la production de bois est très dangereuse et mauvaise pour la vie des paysans et d'autres

communautés, elle est mauvaise pour le développement du pays. Nous avons suffisamment d'exemples qui prouvent que, là où les plantations industrielles d'arbres s'installent, la faim, la misère et les inégalités sociales augmentent. Le 'développement durable' ne va pas de pair avec la monoculture d'arbres dans les pays tropicaux. Ce que les entreprises racontent n'est qu'une illusion ».

D'après les dernières informations publiées sur le site web de Suzano, le rapport du premier trimestre 2011 dit que « l'entreprise évalue des alternatives pour la constitution du capital de Suzano Energia Renovável » ; cela indiquerait que l'entreprise n'a pas encore obtenu le soutien financier nécessaire pour mettre en œuvre l'ensemble du projet.

### **Considérations finales sur les implications de la monoculture de biomasse**

Comme le montre l'expérience brésilienne en matière de plantations industrielles d'arbres, l'expansion de ce modèle risque fort de provoquer des conflits. Dans le cas du Nord-Est, les principaux problèmes sont l'expulsion directe ou indirecte des populations paysannes qu'implique la création de 150 000 hectares de plantations, et la diminution des réserves d'eau qu'entraînent ces arbres à croissance rapide. Ces plantations commerciales seraient probablement les premières, au Brésil et au monde, à appliquer un cycle de rotation aussi court. Et tout ceci dans une région, le Nord-Est du Brésil, qui a toujours été soumise à de dures périodes de sécheresse.

Cet exemple montre, une fois de plus, que la seule manière de commencer à résoudre la crise climatique mondiale est de réduire radicalement les émissions de carbone dans le Nord. La création de grandes plantations industrielles d'arbres suivant un modèle agricole conventionnel, et le transport de granulés de bois à travers l'océan pour faire tourner des centrales électriques au Royaume-Uni, ne représentent qu'une autre fausse solution et créent simultanément de nouveaux problèmes pour les communautés locales du Nord-Est du Brésil.

Adaptation de l'article du même titre rédigé par Winnie Overbeek et publié en ligne par Corporate Watch ([www.corporatewatch.org](http://www.corporatewatch.org)).

[index](#)

---

### **– Le MDP ne diminue pas les émissions ; laisser les combustibles fossiles dans le sous-sol, oui**

Le mois dernier, j'étais à Bangkok pour une réunion sur les marchés du carbone dans le Sud-Est de l'Asie. L'ironie de la chose est que nous étions en train de discuter d'une fausse solution du changement climatique, pendant que de vastes régions de la Thaïlande étaient sous l'eau et que l'inondation menaçait la capitale du pays. (Bien que nous ne puissions pas dire que cette inondation en particulier fût causée par le changement climatique

<http://thinkprogress.org/romm/2010/06/14/206133/ncar-trenberth-global-warming-extreme-weather-rain-deluge/>, nous pouvons affirmer que les phénomènes de ce genre deviendront plus fréquents si la planète continue de se réchauffer).

La réunion de Bangkok était organisée par CDM-Watch et par Focus on the Global South; les participants venaient d'Indonésie, de Malaisie, des Philippines, de Thaïlande, du Vietnam, de Birmanie et du Cambodge. Deux problèmes distincts y ont été identifiés :

1. Du fait que le MDP est un mécanisme d'échange, il ne réduit pas les émissions de carbone.

2. Plusieurs projets MDP sont destructeurs et ils ont de graves effets sur les communautés locales et sur l'environnement.

« Le MDP n'a pas été conçu pour réduire les émissions », a dit Jacques-Chai Chomthongdi, de Focus on the Global South. « Pis encore, aucune mesure n'a été prévue pour éviter ses effets négatifs sur la société et l'environnement ».

Plusieurs années durant, International Rivers a suivi les projets hydroélectriques du MDP et constaté qu'ils n'étaient pas « additionnels », parce qu'ils auraient été exécutés de toute façon, même sans l'aide du MDP. Pendant la réunion à Bangkok, Carl Middleton, de l'université de Chulalongkorn, a parlé du barrage de Kamchay en Cambodge, qui est en cours de validation en tant que projet MDP. En 2006, le projet a obtenu le financement de la banque China Exim, et la construction du barrage devrait finir cette année. « Il est impossible d'imaginer que ce projet soit additionnel », a commenté Middleton. Le barrage va inonder 2 000 hectares, qui comprennent une partie du parc national de Bokor. « Aucune communication n'a mentionné l'intention de résoudre les graves conséquences écologiques qu'il aura », a-t-il ajouté.

International Rivers a créé une base de données où figurent tous les projets hydroélectriques qui passent par le MDP. À la date du 29 octobre 2011, 1 975 projets de ce genre, d'une capacité de production de 86 439 MW, avaient demandé des crédits MDP ; plus de deux tiers sont en Chine.

La chercheuse Nichakan Yuenyao appartient à une communauté de la province thaïlandaise de Surin, où un projet de production d'énergie à partir de biomasse a été mis en œuvre. Elle a parlé des impacts que la communauté est en train de subir à cause de ce prétendu « projet de développement propre ». Elle a expliqué que la pollution de l'air était un problème, et qu'elle avait provoqué des maladies des poumons et des affections de la peau. Un villageois lui a dit qu'il devait laisser les portes et les fenêtres fermées toute la journée, pour éviter l'entrée de la poussière. Le bruit aussi est un problème et, après quatre années de fonctionnement, la centrale a détérioré les réserves d'eau du village.

Un autre intervenant, Patrick Bürgi, est co-fondateur de la société South Pole Carbon Asset Management qui se charge du commerce de crédits d'émission. « Certains impacts environnementaux seraient faciles à éviter, par exemple en installant des filets anti-poussière ou un système d'arrosage », a-t-il dit. « Le problème c'est qu'il n'y a aucun mécanisme qui oblige à le faire. » Un aveu remarquable de la part d'un promoteur de projets MDP.

Pendant son exposé, Bürgi a expliqué que « le MDP sert à transférer de l'argent du monde développé au monde en développement, pour financer des projets qui contribueront à atténuer le changement climatique ». Ceci n'étant pas vrai, j'ai demandé à Bürgi de confirmer que le MDP ne réduit pas vraiment les émissions, parce que c'est un mécanisme de commercialisation des émissions : tandis qu'on réduit les émissions à un endroit, la vente de crédits d'émissions permet de continuer à polluer à un autre endroit. Le MDP est « au mieux, un jeu à somme nulle », comme l'a dit en 2009 Lex de Jonge, à l'époque président du conseil de direction du MDP.

Parmi les intervenants figuraient aussi Bo Riisgaard Pedersen, du ministère du Climat et de l'Énergie du Danemark, et Sudeep Kodialbail de la SGS, une société de validation de projets MDP. Ils ont hoché la tête quand j'ai posé ma question, mais ils se sont montrés plutôt réticents quant à dire explicitement que le MDP ne réduit pas les émissions. Kodialbail a fini par reconnaître (tant bien que mal) que j'avais raison, en disant : « Si vous regardez le site web de la CCNUCC, vous trouverez quelque chose de très intéressant, ils n'utilisent pas le mot réduire, ils emploient le mot stabiliser ».

En entendant cela, je me suis levé d'un bond et j'ai crié : « Il ne réduit pas les émissions. Pouvons-nous l'écrire en gros caractères ? Le MDP ne réduit pas les émissions. C'est vrai. Le MDP ne réduit pas les émissions. Nous sommes tous d'accord ? »

Nous étions tous d'accord. « Vous avez raison de dire que le MDP n'aboutit pas par lui-même à une réduction nette des émissions », a répondu Bürgi.

À mon avis, la réunion a atteint son point culminant vers la fin, lorsque Jerome Whittington, de l'Université nationale de Singapour, a parlé d'un projet sur lequel travaillent lui et ses collègues, et qui consiste à fixer un plafond strict à l'extraction de combustibles fossiles. Autrement dit, il s'agit d'un plan de suppression progressive de l'extraction de charbon, de pétrole et de gaz.

En 2007, avant la conférence de l'ONU sur le climat à Bali, le journaliste George Monbiot avait fait une suggestion semblable et il avait signalé : « Les pourparlers à Bali n'auront aucun sens à moins qu'ils aboutissent à un programme pour laisser les combustibles fossiles sous terre ». Quatre années plus tard, après que les émissions de gaz à effet de serre ont atteint un volume record l'année dernière, il serait grand temps de prendre au sérieux cette solution si simple pour éviter un changement climatique incontrôlable.

Chris Lang, <http://chrislang.org>

[index](#)

La semaine prochaine aura lieu au Mali une conférence internationale d'agriculteurs contre l'accaparement de terres. Organisée par La Vía Campesina, elle fournira l'occasion d'écouter ce que les agriculteurs, surtout ceux des pays africains, ont à dire à propos de l'accaparement de terres, d'apprendre d'eux et de s'unir pour résister à ce processus et pour définir des stratégies futures.

Quelques jours plus tard, des milliers de représentants des gouvernements, des grosses entreprises polluantes, des grandes ONG conservationnistes mais aussi des personnes qui luttent pour la justice climatique se réuniront à Durban, Afrique du Sud, pour la 17e Convention sur les changements climatiques. Dans les pays du Sud, l'accaparement de terres se poursuit à un rythme alarmant. En Afrique, la situation est scandaleuse : 60 millions d'hectares ont été commercialisés en 2009 ! [1] Gouvernements étrangers, fonds de pension, riches individus et grandes entreprises achètent d'énormes étendues de terre pour y faire des plantations industrielles d'arbres, de l'agriculture industrielle, ou même de la spéculation financière.

Au sein de la Convention de l'ONU sur les changements climatiques, le terrain est préparé pour consolider et amplifier l'accaparement de terres. Les gouvernements et les grandes entreprises préparent le chemin pour maintenir le statu quo, au lieu de s'occuper sérieusement du changement climatique et de réduire radicalement les émissions de carbone. Trop d'énergie et d'argent ont déjà été dépensés pour créer et promouvoir des solutions fausses à ce problème.

Dans son « Appel pour Durban », La Vía Campesina déclare : « Dans le système climatique actuel, les pays développés et les grandes entreprises polluantes, pourtant historiquement responsables de la plus grande partie des émissions de gaz à effet de serre, se voient accorder toutes les dérogations et trucages de chiffres possibles afin de leur éviter d'avoir à réduire leurs émissions. Ainsi, le système des marchés d'émission-carbone et les mécanismes de compensation permettent aux pays industrialisés et aux entreprises de continuer à consommer des ressources et à polluer comme avant, tout en payant des petites sommes, sans commune mesure avec la réalité de leur impact sur le climat, dans le but d'aider les populations pauvres des pays en développement à réduire leurs émissions. En réalité ces entreprises font deux fois du profit : d'une part en continuant à polluer et d'autre part en vendant des fausses solutions aux États. Pendant ce temps là, des initiatives présentées comme étant une solution au problème climatique, comme le programme REDD, dépouillent les populations pauvres de la plupart de leurs différents droits en matière d'usage des ressources naturelles : ils ne peuvent plus accéder aux forêts communautaires. Au même moment, des grands groupes financiers apparaissent sur le marché foncier et y accaparent d'immenses territoires fertiles, dont ils expulsent les agriculteurs afin d'y pratiquer la monoculture ou pour spéculer sur les marchés des crédits d'émission carbone » [2]

Les fausses solutions du changement climatique facilitent l'accaparement de terres dans le Sud. Des communautés sont déplacées et leurs territoires occupés par des plantations d'arbres en régime de monoculture, pour les utiliser comme puits de carbone ou pour les commercialiser sous la forme de granulés ou pellets de bois

pour la production d'énergie ou, dans le cas du palmier à huile, pour produire du carburant.

Les conflits au sujet des plantations d'arbres en Afrique sont en train de se multiplier. Un exemple récent en est le cas d'une entreprise britannique, New Forests Company, qui est responsable d'avoir expulsé de force près de 20 000 personnes pour faire sur leurs terres des plantations fonctionnant comme puits de carbone.

De même, les plantations de palmiers à huile sont en train de provoquer de nombreux conflits dans des pays comme le Liberia, le Cameroun, l'Ouganda ou le Ghana. Au Liberia par exemple, l'entreprise malaise Samy Darby, qui a reçu en concession 220 000 hectares pour y planter des palmiers, a été dénoncée par les communautés locales qui l'accusent « de défricher les terres, de détruire nos sites sacrés, de détruire nos cultures, d'endiguer nos ruisseaux et nos fleuves, d'assécher nos marais, de détruire nos cimetières, de polluer nos sources d'eau potable, d'obliger les nôtres à se déplacer sans compensation adéquate, de cultiver des palmiers à huile et même de créer une énorme pépinière de palmiers sans notre consentement préalable, libre et informé ». [3]

Au Cameroun, l'entreprise nord-américaine SG Sustainable Oils (SGSO) prévoit de faire une plantation de palmiers à huile de 30 000 hectares dans la région Sud-Ouest, juste à côté du parc national de Korup et de la réserve de forêt de Rumpi Hills, et une autre, de 40 000 hectares, juste à l'est de la précédente et adjacente au parc national de Bakossi et à la réserve de faune de Banyang Mbo. « La plantation de palmier à huile bouleversera la situation économique et sociale de plus de 30 villages (plus de 3 000 personnes). Leur culture et leur mode de vie sont étroitement liés aux forêts qui fournissent à ces villages de l'eau propre, des aliments et d'importantes sources de revenus. La plupart des villageois dépendent fortement de l'agriculture pour nourrir leurs familles et gagner de l'argent. On ne sait pas comment ils seront indemnisés pour la perte de leur forêt et de leurs fermes. Certains documents suggèrent que les villages seront réinstallés, ou bien autorisés à rester sur place mais entourés de palmiers à huile », disent les plaignants. [4]

Le système REDD (réduction des émissions dérivées du déboisement et de la dégradation des forêts) est une des solutions fausses les plus récentes, et il servira aussi à intensifier l'accaparement de terres. Plusieurs cas de communautés expulsées ou déplacées de leurs territoires, ou de communautés dont les droits d'utilisation des terres et des forêts sont menacés par des projets REDD, ont déjà été rapportés.

La récente publication du WRM sur le projet pilote REDD entrepris en République démocratique du Congo par Conservation International et la Walt Disney Company dans les réserves de forêt de Tanya et de Kisimba-Ikobo décrit les nombreux défauts et les violations de droits que comportent les initiatives de ce genre. Le rapport dit : « nous avons pu déterminer que le consentement à la mise en œuvre du projet REDD dans la réserve de Kisimba-Ikobo a de nombreux défauts et qu'il est, au mieux, partiel. En outre, le processus n'a fait qu'aggraver un conflit où ce qui est en jeu ce sont les droits d'usage des terres et des forêts. Une partie de la communauté s'oppose au projet REDD parce qu'il ne fait que renforcer la création



d'une réserve 'communautaire' qui, en fait, a privé ces communautés des droits qu'elles avaient sur leurs terres et leurs forêts ancestrales. Dans une lettre adressée ces derniers temps au gouverneur de la province, les communautés mécontentes affirment qu'elles s'opposent au projet REDD parce qu'il ne respecte pas leurs droits sur la terre et parce qu'elles n'ont pas eu la possibilité de manifester leurs revendications. Les nombreux membres de la population de Kisimba et d'Ikobo qui s'étaient déjà opposés à la création de la réserve naturelle et qui s'opposent maintenant au projet REDD se voient de plus en plus marginalisés. Les promoteurs du projet REDD semblent tout simplement ignorer le fait que cette partie de la population n'y a pas consenti, et ils ne font rien pour essayer de résoudre ce conflit ». [5]

Les fausses solutions au problème du changement climatique ne servent qu'à distraire l'attention et pourraient même être criminelles. Il est temps de comprendre que la véritable solution est que les pays pollueurs réduisent leurs émissions de carbone à la source.

Teresa Pérez, WRM, [teresap@wrm.org.uy](mailto:teresap@wrm.org.uy)

[1] <http://farmlandgrab.org/post/view/19559>

[2] [http://viacampesina.org/fr/index.php?option=com\\_content&view=article&id=620:la-via-campesina-appel-pour-durban&catid=46:changements-climatiques-et-agrocarburants&Itemid=71](http://viacampesina.org/fr/index.php?option=com_content&view=article&id=620:la-via-campesina-appel-pour-durban&catid=46:changements-climatiques-et-agrocarburants&Itemid=71).

[3] Lettre adressée à la Table ronde pour la production durable d'huile de Palme (RSPO) par les habitants des communautés locales libériennes concernées par la concession de 220 000 ha à l'entreprise Sime Darby, octobre 2011,

<http://www.forestpeoples.org/topics/palm-oil-rspo/publication/2011/letter-complaint-roundtable-sustainable-palm-oil-rspo-members->

[4] Voir le bulletin n° 165 du WRM.

[5] Publication du WRM « Le projet pilote REDD de Conservation International : une production inédite de la Disney », [www.wrm.org.uy](http://www.wrm.org.uy).

[index](#)

---

### **– Brésil : derrière l'image verte, la mercantilisation de la forêt et les effets sur les communautés locales dans l'état d'Acre**

L'État d'Acre, dans l'Amazonie brésilienne, s'est rendu mondialement célèbre à la fin des années 1980 par la lutte pour la justice sociale et environnementale de Chico Mendes. Ces dernières années, cet État a de nouveau occupé le premier plan au Brésil et dans le milieu international, mais d'une façon assez différente. Il s'agit de la propagande autour d'un modèle « vert » de développement lancé par un « gouvernement de la forêt » et basé sur la dénommée « gestion durable » de la forêt et sur la vente de services environnementaux. On raconte aujourd'hui une histoire positive et « verte » de cet État-là.

Cependant, quelques renseignements et quelques faits de la réalité d'Acre sur sa politique forestière semblent raconter une histoire différente qui inclut : (1) la

poursuite de l'exploitation du bois de la forêt et d'autres activités industrielles ; (2) la « forêt sur pied » dégradée par la coupe sélective de bois nobles, comme une nouvelle source de bénéfices, et aussi « vendue » par le biais des « services environnementaux » comme REDD+ ; (3) de plus grandes difficultés et davantage de restrictions pour les peuples de la forêt, en particulier pour ceux qui luttent pour la liberté et l'autonomie dans la conservation de la forêt dont ils dépendent pour continuer à vivre.

En premier lieu, une donnée importante c'est que, entre 2003 et 2010, selon l'INCRA, l'institut fédéral responsable de la réforme agraire, les petits propriétaires d'Acre ont vu se réduire leur occupation du territoire de 27 % à 17 % des terres enregistrées. En 2003, 19 200 familles occupaient 1 100 000 hectares, et en 2010, 23 500 familles occupaient 1 388 000 hectares de terres. En même temps, la concentration de la terre a augmenté [1]. En 2003, 444 propriétaires contrôlaient 2 800 000 hectares de terres ; en 2010, 583 propriétaires ont occupé 6 200 000 hectares de terres, ce qui équivaut à 78,9 % du total des terres enregistrées. La légalisation des terres illégalement occupées par de grands propriétaires, grâce au programme « Terre Légale », a contribué à ce processus de re-concentration. Une autre donnée importante est l'encouragement à l'exploitation du bois dans les unités de conservation d'utilisation directe, principalement pour extraire du bois pour l'exportation, une activité qui, à Acre, a augmenté lors des dernières années, pour atteindre près de 1 million de m<sup>3</sup> en 2010, soit une augmentation de 400% depuis le début du « gouvernement de la forêt ». Pendant ce temps, dans d'autres États de l'Amazonie, l'exploitation du bois s'est réduite de moitié. Aussi bien l'exploitation du bois que l'élevage extensif de bétail, qui a connu lui aussi une croissance colossale – le cheptel qui était de 800 000 têtes en 1998, a dépassé les trois millions de têtes en 2010 – sont des activités indiscutablement destructrices pour la forêt [2]. Pour aggraver encore les choses, un autre projet à grand impact sur le climat, l'exploitation de gaz et de pétrole, fait partie des plans du gouvernement.

En second lieu, l'expansion de l'exploitation du bois, dite « durable », menace directement la survie des populations locales. Un exemple en est la situation vécue par la communauté de São Bernardo. Sur son territoire, couvert de forêt, l'entreprise « Laminadas Triunfo » exécute des « plans de gestion durable » en association avec les exploitations agricoles Ranchão I et II. La base légale pour l'exploitation du bois d'hévéa serait un texte que les familles ont dû signer au Ministère Public d'État et par lequel elles donnent leur aval à la « gestion durable » de l'entreprise. En même temps, on fait pression sur elles pour qu'elles quittent les lieux. Quelques familles finissent par s'en aller, mais d'autres refusent de partir car elles savent que la vie à la ville ne leur offre aucune perspective, signifiant seulement pour elles chômage et misère. Les familles qui résistent dans la région où elles vivent depuis de nombreuses années dénoncent la dégradation des réseaux hydriques (igarapés) de la région, l'éloignement du gibier, la destruction de la forêt et des routes par l'extraction continue de bois que pratique « Laminadas Triunfo », une entreprise qui possède même le label vert du FSC, qu'elle a obtenu dans d'autres régions à « gestion durable ». Alors que les familles ont aujourd'hui habituellement des surfaces de forêt d'un maximum de 800 hectares pour l'exploitation du latex et autres activités, l'entreprise leur offre en échange une surface d'à peine 75 hectares par famille, dans des endroits éloignés et dégradés par l'expansion de l'élevage

extensif. Ces familles luttent pour implanter une réserve d'extraction autonome, pour pouvoir conserver la forêt et maintenir et fortifier leur mode de vie, sans dépendre de l'extraction de bois. Le processus de création de la réserve se déroule lentement depuis 2005.

Un autre élément important est l'expérience du gouvernement d'État dans un projet de vente de services environnementaux qui est en train de se mettre en place sous le nom de « Fogo Zero ». En échange de 100 réaux (60 dollars US) par mois, les familles ne peuvent plus maintenant faire du feu, ni même maintenir leur coutume du brûlis contrôlé pour leurs cultures de subsistance qui garantissent leur sécurité alimentaire et sont essentielles pour leur souveraineté alimentaire. Il s'agit là d'une violation grave du droit à l'alimentation de ces populations.

Le « Fogo Zero » semble n'être qu'un premier essai, en ce qui concerne les domaines d'application de la loi 2 308, approuvée en 2010 par l'assemblée législative d'Acre, qui crée le Système Étatique de Primes aux Services Environnementaux, et qui inclut aussi bien le carbone que la dénommée « socio-biodiversité ». Avec comme argument que la protection ne se fait qu'en valorisant la nature, le risque réel de ce type de législation est que le marché national, mais surtout l'international, commence à s'approcher du territoire et à en prendre le contrôle avec l'aval du gouvernement de l'État qui porte la responsabilité de tout le système de régulation, d'enregistrement, de validation, d'arpentage et de contrôle des services prétendument générés, absorbant au passage une partie significative de l'argent qui sera perçu. Il s'agit d'une mercantilisation minutieuse de la nature, qui utilise un langage et des méthodes accessibles seulement à un groupe choisi (ONG environnementalistes internationales « de marché », consultants et entreprises), mais inaccessibles pour la population en général et, en particulier, pour les peuples de la forêt.

Pour discuter de tous ces sujets, on a organisé à Río Branco, la capitale d'Acre, entre le 3 et le 7 octobre 2011, des visites de terrain et une rencontre appelée « Services environnementaux, REDD et Fonds Verts de la BNDES : le salut de l'Amazonie ou un piège du capitalisme vert ? »

La rencontre a produit une lettre (voir [http://www.wrm.org.uy/temas/REDD/Carta\\_do\\_Acre.htm](http://www.wrm.org.uy/temas/REDD/Carta_do_Acre.htm)). On y affirme, entre autres choses, que « Les destructeurs seraient maintenant les grands défenseurs de la nature. Et ceux qui, historiquement, ont garanti la conservation naturelle sont, aujourd'hui, présentés comme des prédateurs et donc criminalisés. Ainsi, il n'est pas surprenant que, récemment, l'État ait intensifié la répression, la persécution et même l'expulsion des populations locales de leurs territoires. »

On y affirme aussi que « A São Bernardo, nous avons pu constater qu'on s'occupe des intérêts des entreprises forestières au détriment des intérêts des populations locales et de la conservation de la nature. »

Quant aux programmes comme « Fogo Zero », on affirme que « lesdites populations peuvent même demeurer sur la terre, mais ne peuvent l'utiliser selon leur mode de vie. Leur survie ne serait pas garantie par les cultures de subsistance – devenues

une menace pour le bon fonctionnement du climat de la planète – mais par des 'subventions vertes' qui, outre qu'elles sont insuffisantes, sont payées pour maintenir la civilisation du pétrole. »

Sur la loi des services environnementaux, déjà mentionnée, on affirme qu'« elle produit des 'actifs environnementaux', comme le marché du carbone », et que « par le biais de cette loi, la beauté naturelle, la pollinisation des insectes, la régulation des pluies, la culture, les valeurs spirituelles, les savoirs traditionnels, l'eau, les plantes et même l'imaginaire populaire, tout devient une marchandise. »

« En rendant possible l'achat du 'droit de polluer', les mécanismes comme REDD obligent les populations dites 'traditionnelles' (riverains, indigènes, quilombolas, récolteurs de coco ou de latex, etc.) à renoncer à l'autonomie dans la gestion de leurs territoires. »

La lettre dénonce aussi un accord d'affaires sur le carbone, qui concerne d'une part l'État de Californie aux USA, lequel achèterait des crédits de carbone, et d'autre part ceux de Chiapas au Mexique et d'Acre au Brésil, qui fourniraient les crédits en question... La région d'Amador Hernandez est déjà confrontée à un projet REDD+ dû à cette « société » (voir [www.wrm.org.uy/bulletin/165/Mexico.html](http://www.wrm.org.uy/bulletin/165/Mexico.html)) : « Conscients des risques que de tels projets comportent, nous refusons l'accord de REDD entre la Californie, le Chiapas et l'Acre, qui a déjà causé de graves problèmes aux communautés indigènes et traditionnelles, comme celles de la région d'Amador Hernandez, dans le Chiapas, au Mexique. » Pendant ce temps, en Californie, des communautés continuent à subir sur leur santé les effets produits pour que les entreprises qui polluent la Californie puissent continuer à le faire grâce à l'achat des crédits de carbone du projet du Mexique et du futur projet d'Acre.

Enfin, les organisations déclarent que « Finalement, nous exprimons ici notre revendication pour que soient considérées les demandes suivantes : réforme agraire, homologation des terres indigènes, investissements en agro-écologie et en économie solidaire, autonomie de gestion des territoires, santé et éducation pour tous, démocratisation des moyens de communication. Pour la défense de l'Amazonie, de la vie, de l'intégrité des peuples et de leurs territoires, et contre REDD et la marchandisation de la nature. Nous sommes en lutte. »

Winnie Overbeek, WRM, [winnie@wrm.org.uy](mailto:winnie@wrm.org.uy)

[1] Pour en savoir plus : <http://www.mst.org.br/Gerson-Teixeira-agravamento-da-concentracao-das-terras>.

[2] Les informations sur l'extraction de bois et l'accroissement du cheptel ont été fournies par le Centre de recherche sur la société et le développement dans l'Amazonie occidentale – UFAC (Université fédérale d'Acre).

[index](#)

Les nouveaux concepts créés dans les discussions sur le changement climatique sous la forme de REDD et REDD+ ont accru la marchandisation des forêts, du fait que ces plans sur l'atténuation du changement climatique et sur les forêts permettent une plus grande mobilité et rendent possible le commerce entre les pays et les continents, disent Kanchi Kohli et Manju Menon, de l'organisation indienne Kalpavriksh, dans la récente publication *Banking on Forests: Assets for a Climate Cure?*.

Bien qu'aucun accord international n'ait encore été établi, aussi bien REDD que REDD+ fonctionnent avec un double mécanisme de financement, où l'argent proviendrait de subventions bilatérales ou multilatérales volontaires et d'un système d'échange fondé sur le marché où le carbone forestier de chaque pays pourrait être échangé pour atteindre les objectifs en matière d'émissions. Le programme UN-REDD dit qu'il s'agit d'un « effort pour attribuer une valeur financière au carbone stocké dans les forêts, en offrant aux pays en développement des incitations pour qu'ils réduisent les émissions des terres boisées et qu'ils investissent dans des moyens peu polluants d'atteindre un développement durable ». L'argent de REDD+ est affecté au maintien de forêts intactes et à la création de nouveaux « stocks de carbone », c'est-à-dire, dans la pratique, à la création de plantations d'arbres. Dans les deux cas, l'objectif final est de conserver le carbone ou de créer des puits de carbone.

Le rapport de Kalpavriksh explique que, en Inde, la « Mission nationale pour une Inde verte » (GIM d'après l'anglais), approuvée en février 2011, fait partie du Plan d'action national sur le changement climatique (NAPCC) et vise à accroître le couvert d'arbres sur cinq millions d'hectares de terres boisées ou non boisées, ainsi qu'à améliorer la qualité du couvert forestier sur cinq millions d'hectares supplémentaires. Pour y parvenir, la Mission s'associerait à des programmes en cours d'exécution, et participerait aux bénéfices disponibles dans le cadre de REDD+, le MDP et d'autres mécanismes fondés sur le marché.

Pour accroître le piégeage et le stockage de carbone, d'autres écosystèmes seront pris en compte en plus des forêts, ainsi que des terres affectées à de nombreux autres usages et des terres marginales. Pourtant, les terres que la GIM considère comme des terres agricoles marginales ou à l'abandon sont en fait affectées par les communautés à d'autres usages non formellement reconnus, comme le pâturage ou l'agriculture itinérante, et leur transfert à des plans de boisement aura des répercussions sur la situation socio-économique des communautés qui en dépendent. Les mouvements de peuples forestiers ont fait remarquer que les programmes de boisement changent les caractéristiques des écosystèmes et réduisent l'accès de la population aux produits forestiers et à la nourriture pour les animaux, en privant de leurs terres, en tout ou en partie, les habitants des forêts et les adivasi (indigènes).

Les auteurs de Kalpavriksh concluent que « la GIM est manifestement accommodante en matière d'émissions ; elle laisse la porte ouverte à n'importe quelle orientation que prennent les négociations sur le changement climatique en matière de puits de carbone. Le pays est disposé à recevoir de l'argent par le biais

de subventions, du commerce du secteur privé ou d'autres programmes concernant le carbone forestier ». Ils signalent aussi que, depuis 2009, les départements forestiers étatiques reçoivent l'argent perçu au fil des ans pour compenser ou pour payer la 'valeur actuelle nette' (NPV) dans les cas où les terres boisées ont été affectées à des usages non forestiers, tels que les mines, l'expansion industrielle ou l'infrastructure du pays. Cet argent a été destiné à des plans de boisement, comme dans le cas de l'État d'Uttarakh, où des sommes ont été allouées à des plantations par l'intermédiaires des comités locaux de 'gestion forestière conjointe'. L'État de Karnataka a proposé lui aussi des plantations industrielles, par exemple celles destinées à la fabrication de biocombustibles. De même, l'État de Madhya Pradesh a proposé d'affecter aux plantations 38,8 %, et celui de Himachal Pradesh 28,4 %, de leur budget NPV 2010-2011.

Le rapport de Kalpavriksh affirme catégoriquement que tous les processus qui traitent les forêts comme des produits à commercialiser ou comme des enceintes réservées à la conservation trouvent leur place dans la GIM, où les forêts sont traitées comme « un produit mobile et échangeable, à l'échelon national ou mondial. Chaque fois que l'unité de mesure change, les coffres des forêts reçoivent davantage d'argent, sous prétexte de conservation ou de modification. La GIM fonctionne très bien aussi dans le cadre d'un système mondial où il est possible de considérer les forêts comme des actifs dont on peut disposer, à un prix déterminé, pour fournir des crédits d'émission aux acteurs internationaux ».

Alors qu'il est peu probable qu'on parvienne, dans un avenir proche, à un accord contraignant sur la réduction des émissions, beaucoup prédisent que le marché du carbone de REDD a des possibilités et qu'il ouvrira la voie à la marchandisation des forêts de l'Inde et à l'expansion des plantations d'arbres en régime de monoculture.

Article fondé sur : "Banking on Forests: Assets for a Climate Cure?", de Kanchi Kohli et Manju Menon, Kalpavriksh, <http://www.kalpavriksh.org/list-of-books/books-in-print/201-env-a-development-books/90-environment-a-dev-books>, et sur deux documents d'information : "Compensatory Afforestation and Net Present Value Payments for Diversion of Forest Land in India" et "Loss or Gain. The National Mission for a Green India", des mêmes auteurs, envoyé par Kanchi Kohli, adresse électronique : [kalpavriksh.delhi@gmail.com](mailto:kalpavriksh.delhi@gmail.com).

[index](#)

---

## LES GENS SE METTENT À L'OEUVRE

### – Appel aux donateurs pour qu'ils cessent de financer les projets REDD+

Le 21 septembre dernier (Journée mondiale contre la monoculture d'arbres) la coalition d'organisations écologistes et d'organisations de peuples autochtones dénommée « No REDD Platform » a lancé un appel à la communauté donatrice internationale, lui demandant de ne plus affecter à des projets de type REDD+ les fonds destinés à la conservation des forêts, et signalant qu'il n'y a presque pas de fonds pour soutenir la détection, la documentation et le rejet des effets négatifs des

projets REDD+. La lettre veut en avertir les donateurs, et les inviter en même temps à couvrir ce déficit.

La coalition manifeste sa profonde inquiétude devant le fait que les fonds pour la conservation et la restauration des forêts et pour l'éradication de la pauvreté sont affectés à un mécanisme qui sert à privatiser et à mercantiliser l'air, les forêts, les arbres et les terres, et qui comporte un grand nombre de risques et de défauts inhérents auxquels il est impossible de remédier.

Les projets REDD+ ont déjà de graves effets négatifs sur l'environnement et sur les groupes sociaux économiquement et politiquement marginalisés, notamment sur les peuples autochtones, sur d'autres communautés qui dépendent des forêts, sur les petits agriculteurs et sur les femmes, pour qui les forêts ont un rôle fondamental en tant que moyen de subsistance. Une augmentation soudaine de la valeur économique des terres boisées, due à l'introduction de primes de rendement pour la conservation de la forêt, augmentera sans doute le risque de conflits sur la terre entre ces communautés et des groupes plus influents du point de vue économique et politique, qui verront la possibilité de profiter de ces paiements.

Les paiements pour le carbone stocké dans les forêts ne concernent qu'une des causes présumées de la diminution des forêts : l'absence d'une évaluation économique appropriée du carbone stocké dans les forêts par rapport à l'ensemble du carbone piégé. En revanche, cette approche ne tient pas compte des autres causes directes et indirectes de la diminution des forêts : la non-reconnaissance des droits fonciers des peuples autochtones, la surconsommation et le commerce de produits forestiers, les incitations contre-productives, comme les subsides aux produits agricoles d'exportation et aux plantations d'arbres en régime de monoculture, l'exploration et l'extraction de minéraux, de pétrole, de gaz ou de charbon, l'élevage de crevettes et les grands travaux tels que les barrages hydroélectriques.

Plus de 200 organisations qui ont déjà signé cette lettre dénoncent que, « plutôt qu'un pas en avant, REDD+ est une solution foncièrement erronée, symptôme d'un problème plus profond, et une distraction dont la planète – notre Mère la Terre – n'a pas le temps de s'occuper. Nous devrions mettre à profit les nombreux exemples de conservation et de restauration réussies des forêts, au lieu d'investir des milliards de dollars dans un programme REDD+ non testé, incertain et discutable, qui risque de saboter les objectifs écologiques et sociaux du régime climatique, plutôt que de contribuer à les atteindre ».

Pour conclure, la lettre dit : « Pour résoudre le problème du changement climatique et celui de la disparition des forêts il faut des mesures favorables à une profonde transformation économique, écologique et sociale. Cette transformation dont notre planète et nos peuples ont besoin requiert d'inclure dans les efforts de construction d'alliances mondiales diverses et puissantes la présentation de tous les aspects de REDD+ et, pour ce faire, d'obtenir le plein soutien de la communauté philanthropique, donatrice et caritative ».

Pour lire la version intégrale de cette lettre veuillez visiter

### **– Philippines : rassemblement pour stopper les mines chinoises à Palawan !**

Le 10 novembre, les peuples indigènes et les communautés paysannes, avec l'organisation populaire ALSAW, se sont réunis à la ville de Brooke's Point, dans l'île de Palawan, pour une manifestation pacifique contre la visite des investisseurs chinois du groupe Jinchuan (JNMC). Ce groupe s'est déjà associé à la MacroAsia Corporation pour l'exploitation et l'extraction de nickel.

Le projet minier empiète sur le domaine ancestral des communautés autochtones et paysannes, ainsi que sur des zones de conservation communales, et il aurait de graves conséquences pour les terres agricoles, les bassins hydrographiques, les forêts primaires et secondaires dont ces peuples dépendent depuis des temps immémoriaux, sur leurs moyens d'existence et sur leur culture.

Les tribus de Palawan de Brooke's Point et le réseau ALDAW (Ancestral Land Domain Watch) s'opposent à l'association de MacroAsia et du groupe chinois Jinchuan, et réclament l'annulation immédiate de l'Accord de partage de la production minière (MPSA en anglais) passé entre MacroAsia et la municipalité de Brooke's Point. (Pour en savoir plus : <http://intercontinentalcry.org/chinese-investors-face-angry-crowd-of-protesters-on-palawan-island/>).

Pour davantage d'information veuillez contacter le réseau indigène ALDAW à l'adresse : [aldaw.indigenoustrnetwork@gmail.com](mailto:aldaw.indigenoustrnetwork@gmail.com).

### **– Aidons les Kuy du Cambodge à sauver leur forêt**

Au Cambodge, près de 200 000 villageois, dont la plupart appartiennent au peuple indigène Kuy, essaient désespérément d'éviter la destruction de Prey Lang (« Notre forêt »), dernière grande forêt primaire de la péninsule d'Indochine. Le gouvernement cambodgien a accordé une mosaïque de concessions à des constructeurs de routes, des entreprises minières et des agro-industries. Les bulldozers sont en train de raser la forêt pour ouvrir de nouvelles routes, faire des plantations d'hévéas et creuser des mines.

Les Kuy essaient désespérément de persuader le gouvernement d'arrêter la destruction et de leur permettre de protéger et de gérer Prey Lang avant qu'il ne soit trop tard. « Sans la forêt il n'y a pas de vie. En langue kuy, Prey Lang veut dire « notre forêt ». Cette forêt est à tous. Prey Lang est notre forêt, mais c'est la vôtre aussi. Vous pouvez contribuer à la sauver », dit Thau Bunleang, ancien kuy, petit agriculteur et activiste du réseau Prey Lang.

Pour contribuer à sauver la forêt, veuillez visiter le site web de Cultural Survival qui



soutient cette campagne : <http://www.culturalsurvival.org/take-action/cambodia/letter>.

[index](#)

---

### **– Mékong : pétition internationale contre le barrage de Xayaburi**

La première semaine de novembre, International Rivers a lancé une pétition internationale où l'on exhorte les Premiers ministres du Laos et de Thaïlande à annuler le projet de construire le barrage de Xayaburi. L'organisation espère réunir autant de signatures que possible pour faire pression sur ces gouvernements avant la prochaine réunion du conseil MRC, qui aura lieu du 7 au 9 décembre prochain.

Vous pouvez contribuer à faire circuler la pétition en l'envoyant à vos listes électroniques et en mettant sur vos sites web un lien pour y accéder. La pétition figure à l'adresse [http://salsa.democracyinaction.org/o/2486/p/dia/action/public/?action\\_KEY=8547](http://salsa.democracyinaction.org/o/2486/p/dia/action/public/?action_KEY=8547).

Pour plus d'information veuillez contacter Ame Trandem, International Rivers, [ame@internationalrivers.org](mailto:ame@internationalrivers.org).

[index](#)

---